



Communiqué FSU – CGT Educ'action du 09/12/2024

**Mercredi à 17H avant la réunion du CDEN
rassemblons-nous nombreuses et nombreux
devant l'hôtel du département**

Au prétexte de mixité !

Les lecteurs et lectrices assidu·es de la Charente Libre n'auront pas été étonné·es de voir revenir la question de la fusion ou de la fermeture de collèges en Charente, dans un article du 5 décembre dernier. Vieux serpent de mer !

Le 6 décembre après midi, les élu·es du CDEN étaient invité·es par le Président du Conseil général et sa vice présidente à une conférence sur la ségrégation scolaire...

Préoccupé·es déjà par la fermeture d'un collège dans les Deux-Sèvres l'an dernier, alerté·es par les rumeurs persistantes savamment entretenues depuis des années sur d'éventuelles fermetures en Charente, **vos représentant·es FSU-CGT Educ'action se sont rendu·es , en nombre, à cette conférence.** Y étaient présent·es également, quelques élu·es (trop peu à notre goût), quelques chefs d'établissements...

Conférence où le Président Bouty, dans son introduction, répète à l'envi l'engagement du conseil départemental au service de la jeunesse, la lutte contre les déterminismes sociaux, le travail en faveur de l'égalité des chances, de la mixité, le tout en listant avec fierté les interventions du conseil départemental en faveur de la pratique de la musique, de l'éloquence etc.

Accordons le leur: le département de la Charente investit pour ses collèges et ses collégien·nes et ne se montre pas généreux à l'égard du privé, à rebours de certains de ses départements voisins.

Mais au fil des échanges, la question de la mixité laissera place à la question budgétaire : parce que 38 collèges, on le comprend c'est coûteux ! L'argument habituel du reflux démographique venant appuyer encore le projet.

Conférence intéressante où finalement le travail d'un chercheur, aussi remarquable soit-il, sans être pour autant transposable à la situation charentaise, servira de prétexte aux décideurs pour aller au bout de leurs projets...C'est à craindre.

On apprend, par la bouche de la vice-présidente en fin de séance que **la réflexion est déjà bien avancée** , tellement que sont ciblés des axes qui couvrent l'ensemble du département puisque les mesures à venir pourraient

concerner : Angoulême *intra-muros* (le collège M Pallet reste un objet de préoccupation nous dit-on), Soyaux avec cette fois le collège R Rolland qui est ciblé si on en croit la Charente libre ; on nous dit encore qu'une réflexion est en cours concernant le Nord Charente où la réfection du collège de Ruffec permettrait d'accueillir d'autres élèves ; le Sud Charente où l'on comprend que certains collèges accueillent des élèves du département voisin et en nombre ; l'Est charentais, la ville de Cognac... Stratégie du pire ici pour faire accepter le moins?

L'enseignement le plus éloquent de cette conférence a surtout rapport au nombre important de familles qui, sur Angoulême et ses environs, contournent la carte scolaire en se tournant vers le privé, qui lui se porte bien.

Nous sommes intervenu·es à plusieurs reprises, et avec détermination, en notre qualité de représentant·es

- pour interroger, indisposer chaque fois que nécessaire (non il n'y a pas de turn-over des équipes qui travaillent sur les REP dans notre département !),
- pour rappeler notre attachement aux services publics sur des territoires où déjà l'extrême droite se nourrit du sentiment de relégation, notre opposition à des réformes éducation nationale qui organisent déjà un tri odieux des élèves
- pour rappeler que la question de la géographie ne se pose pas de la même façon à Toulouse et en Charente, que les collègues et élèves de REP et REP+ bénéficient de moyens supplémentaires qui permettent de prendre en charge la difficulté scolaire, l'ouverture culturelle et que quels que soient ces élèves d'ailleurs, noyé·es dans des classes à 28 voire 30 élèves, ils et elles perdraient pied. Nous n'avons pas la naïveté de penser en effet que les moyens dédiés seraient redistribués ni même conservés, que l'on puisse faire de la mixité sur des territoires aux caractéristiques socio-économiques identiques.

Attaché·es au service public d'éducation, aux services publics tout simplement, comme l'a montré la mobilisation remarquable de ce jeudi 5 décembre, nous resterons vigilant.es et vous informerons une fois le projet dévoilé, pour défendre ensemble nos établissements et nos territoires, un service public d'éducation de qualité. Tel est le mandat de la FSU et de la CGT Educ'action.

La main sur le cœur, on nous a assuré·es que nous serions associé·es à la réflexion, laquelle semble pourtant bien avancée. Drôle de conception du dialogue social que nous avons aussi dénoncée !

Alors ce mercredi à 17H puisque se réunit le CDEN sur les investissements, rassemblons-nous nombreuses et nombreux devant l'hôtel du département : manière de poursuivre notre combat pour la fonction publique, ses agent·es, son rayonnement et de mettre en garde cette majorité sur ce qu'elle s'apprête à faire à notre territoire.